

Conférence de presse «La bureaucratie, un gouffre financier: où la Suisse doit agir»

Si l'État se développe de manière effrénée, la prospérité diminue

Discours de Severin Moser, président de l'Union patronale suisse

Chères représentantes et chers représentants des médias,
Mesdames, Messieurs,

Lorsque je m'entretiens avec des entrepreneurs, un sujet revient constamment en ce moment: les incertitudes augmentent, l'environnement entrepreneurial se détériore, l'économie ralentit.

Nous ne pouvons pas changer la situation mondiale, mais nous pouvons tout à fait améliorer les conditions-cadres en Suisse.

Bureaucratie et réglementation riment avant tout avec dépenses. Lesquelles affaiblissent directement la compétitivité des entreprises suisses.

Du point de vue des employeurs, il est urgent d'agir dans trois domaines essentiels:

Premièrement, l'État se développe plus rapidement que le secteur privé.

Aujourd'hui, plus de quatre nouveaux postes sur dix sont créés dans le secteur public ou parapublic, avec des salaires supérieurs de 12 pour cent et des prestations sociales nettement meilleures. Nous assistons là à une concurrence déloyale pour attirer les meilleurs talents et à une utilisation douteuse des deniers publics.

Nous demandons donc ceci: la Confédération, les cantons et les entreprises parapubliques doivent garder la mesure, fixer des priorités et enfin, exploiter pleinement tout le potentiel de la numérisation pour gagner en efficacité. Il est particulièrement important de faire preuve de modération au sein de l'administration. En effet, bon nombre de ces employées et employés se chargent de réglementer. Donc, s'ils font ce qu'on leur demande, cela entraîne des coûts plus élevés. À mon avis, il ne faut pas que l'appareil administratif continue à se développer, et surtout avec une croissance plus forte que celle du secteur privé.

Deuxièmement, nous devons discuter, ouvertement et sans avoir des œillères, de l'académisation croissante.

De plus en plus de jeunes optent pour une formation tertiaire, non pas parce qu'elle correspond à leurs talents ou que le marché du travail a besoin d'un tel nombre de personnes diplômées, mais parce que la société la considère comme «meilleure».

Cette tendance se traduit par un nombre trop élevé de personnes diplômées dans des disciplines saturées, et, parallèlement, à des places d'apprentissage vacantes et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers manuels et techniques.

C'est pourquoi nous avons également besoin d'un débat honnête sur les instruments de pilotage, afin que la formation soit à nouveau davantage axée sur les besoins du marché du travail.

Troisièmement, les cotisations salariales ne cessent d'augmenter.

Une tendance dangereuse. En effet, plus les charges sont élevées, plus le travail est cher, moins il est rentable, et moins il y a de nouveaux emplois.

Or, même en Europe, la Suisse n'est plus un modèle en matière de quote-part fiscale. Elle n'est plus depuis longtemps un «état allégé». Si l'on considère la quote-part fiscale élargie, qui comprend, outre les impôts et les cotisations sociales, des cotisations obligatoires versées à des institutions privées telles que les caisses d'assurance maladie et les caisses de pension, on se retrouve au même niveau que d'anciens partisans acharnés de la quote-part fiscale tels que l'Allemagne et l'Autriche. L'un des principaux facteurs est la démographie, ou plutôt la manière dont cette situation est gérée dans le cadre de la politique sociale.

Au lieu d'envisager enfin des réformes structurelles, le Conseil fédéral souhaite avant tout augmenter les impôts et les cotisations salariales dans le cadre de la prochaine grande réforme de l'AVS. Or, on sait pertinemment que plus le travail coûte cher et moins il est rémunérateur, plus cela est préjudiciable à la croissance, à la répartition des revenus et aux finances publiques.

Au lieu d'augmenter constamment les charges salariales, les employeurs exigent donc des réformes structurelles:

- Une véritable réforme de l'AVS, p. ex. un mécanisme de plafonnement automatique des coûts inspiré du modèle du frein à l'endettement. Une proposition qui devrait également être en phase avec les intérêts de la gauche politique. En effet, si l'AVS fonctionnait aussi bien qu'elle le prétend, elle n'aurait jamais besoin d'être sollicitée.
- En ce qui concerne l'AI, les employeurs soutiennent l'intégration au marché du travail des personnes en situation de handicap. Une attention particulière est portée au renforcement des efforts visant à intégrer sur le marché du travail les jeunes souffrant de troubles psychiques. Une entrée réussie dans le monde du travail est essentielle pour le développement personnel, la participation sociale et l'indépendance économique à long terme des personnes concernées.

La Suisse vit de la qualité de son site.

Cette qualité n'est pas une loi naturelle, mais le fruit de choix judicieux.

Si nous continuons à développer la réglementation, les dépenses publiques et les charges sociales, nous perdrons les atouts qui assurent notre prospérité.

Le moment est venu de prendre les décisions qui s'imposent. Ce n'est qu'en redéfinissant nos priorités que la Suisse restera un pays où l'innovation est rentable, où la performance compte, et où la prospérité est possible.

Merci beaucoup. Je passe la parole à Markus Ritter.